

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - GPP46 - G.P.P.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 13:04 23-09-82 9129 - 000010029

TLX NR 163785-BIO/BERL 1/24

BRUXELLES LE 23 SEPTEMBRE 1982

NOTE BIO COM (82) 389 AUX BUREAUX NATIONAUX
CC AUX MEMBRES DU GROUPE

REUNION DE LA COMMISSION DU MERCREDI 22 SEPTEMBRE

1. ACIER

LA COMMISSION A APPROUVE SUR PROPOSITION DU VICE PRESIDENT DAVIGNON EN PREMIERE LECTURE LE PROGRAMME PREVISIONNEL ACIER POUR LE 4EME TRIMESTRE 82, AINSI QUE LES TAUX D ABATTEMENT CORRESPONDANTS (VOIR BIO 388 ET MEMO 87) JE VOUS RAPPELLE QUE CE PROGRAMME VA ETRE SOUMIS DEMAIN AU COMITE CONSULTATIF CECA ET ENSUITE APPROUVE DEFINITIVEMENT.

2. GAZ NATUREL

LA COMMISSION A APPROUVE SUR PROPOSITION DU VICE PRESIDENT DAVIGNON, UN PROJET DE RECOMMANDATION DU CONSEIL CONCERNANT LE MODE DE FIXATION DES PRIX ET TARIFS DU GAZ NATUREL DANS LA COMMUNAUTE. (VOIR MEMO 89).

3. BLOCAGE DES IMPORTATIONS D OEUFES EN ITALIE

LA COMMISSION A DECIDE D OUVRIER LA PROCEDURE D INFRACTION DE L ART 169 DU TRAITE CEE A L ENCONTRE DE L ITALIE EN RAISON DU BLOCAGE POUR DES MOTIFS D ORDRE SANITAIRE DES IMPORTATIONS D OEUFES EN PROVENANCE DES AUTRES ETATS MEMBRES. LA COMMISSION CONSIDERE QUE LES AUTORITES ITALIENNES APPLIQUENT SANS REELLE JUSTIFICATION DES CONTROLES SANITAIRES SYSTEMATIQUES, ALORS QUE SEULS DES CONTROLES PAR SONDAGE SONT AUTORISES PAR LA REGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE. LA COMMISSION CONSIDERE QUE CES CONTROLES SONT DISPROPORTIONNES ET EXCESSIFS PAR RAPPORT AUX RISQUES INVOQUES ET D UNE DUREE ANORMALE, ET QU ILS CONSTITUENT DONC UNE MESURE DE RESTRICTION DEGUISEE DES IMPORTATIONS, CONTRAIRE A L ART 36 DU TRAITE (CFR. ARRET DE LA COUR DANS L AFFAIRE DU NEWCASTLE DISEASE).

4. MARCHES AGRICOLES ET SITUATION BUDGETAIRE

M. DALSAGER A FAIT RAPPORT A LA COMMISSION SUR LA SITUATION DES MARCHES AGRICOLES ET L'ETAT DES DEPENSES DANS LE SECTEUR AGRICOLE. SES CONCLUSIONS PEUVENT SE RESUMER COMME SUIV :
1) LA PRODUCTION SE MAINTIENT A DES NIVEAUX RECORDS OU PRESQUE DANS UN TRES GRAND NOMBRE DE SECTEURS. LA PERFORMANCE DES AGRICULTEURS COMMUNAUTAIRES EN 1982 PEUT ETRE CONSIDEREE COMME TRES SATISFAISANTE. EN REVANCHE, LA SITUATION RESTE PREOCCUPANTE EN CE QUI CONCERNE L'EQUILIBRE DES MARCHES DANS CERTAINS SECTEURS SENSIBLES. LES PRINCIPAUX SECTEURS OU L'ON PREVOIT UN NIVEAU ELEVE DE PRODUCTION ENTRAINANT DES COUTS IMPORTANTS POUR L'ECOULEMENT DES EXCEDENTS SONT : PRODUITS LAITIERS, CEREALES, SUCRE ET COLZA. DES MESURES SPECIALES POUR ASSURER L'ECOULEMENT DE LA PRODUCTION EXCEDENTAIRE POURRONT S'AVERER NECESSAIRES.

1	
TR.	
I.S.	
FIN.	
AGR.	to
ENE.	
R.D	
ADM.	all
S.A.	

432

Global Communications

Global Communications

2) MALGRE CELA, IL N' A AUCUNE RAISON DE CONCLURE QU'IL Y A UNE SITUATION DE CRISE SOIT AU NIVEAU DE LA GESTION DES MARCHES, SOIT AU NIVEAU BUDGETAIRE. EN EFFET, LA SITUATION BUDGETAIRE, POUR LA DEUXIEME ANNEE CONSECUTIVE EST TRES SATISFAISANTE.

EN 1981 LES DEPENSES BUDGETAIRES POUR LE SOUTIEN DES MARCHES AGRICOLES, LOIN DE S'ACCROITRE, SONT DESCENDUES A UN NIVEAU INFERIEUR A 1980 (11,1 MILLIARDS CONTRE 11,3 MILLIARDS D'ECUS). POUR L'ANNEE EN COURS, ON ESCOMPTE DES ECONOMIES TRES IMPORTANTES. IL EST VRAI QU'APRES DEUX ANNEES DE DEPENSES PRESQUE STABLES (C'EST-A-DIRE, UNE REDUCTION EN TERMES REELS), IL Y AURA UNE AUGMENTATION DES DEPENSES AGRICOLES EN 1983, MAIS IL NE FAUDRA PAS EN EXAGERER L'IMPORTANCE.

3) EN CE QUI CONCERNE LE BUDGET 1982, LES EXCEDENTS DE CREDITS, C'EST-A-DIRE LES CREDITS NON UTILISES A LA FIN DE L'EXERCICE POURRAIENT S'ELEVER A ENVIRON 1 MILLIARD D'ECUS. CE MONTANT VIENT S'AJOUTER AUX VIREMENTS DE CREDITS DE 500 MILLIONS D'ECUS PROPOSES PAR LA COMMISSION EN REMPLACEMENT DU BUDGET RECTIFICATIF NON ADOPTE PAR LE CONSEIL. CES PREVISIONS TIENNENT COMPTE DE L'ACCELERATION DES DEPENSES AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE DE 1982 RESULTANT DU PAQUET PRIX 1982/83, DE LA CONCENTRATION DES PAIEMENTS D'AIDES ET DE L'EVOLUTION MOINS FAVORABLE DES MARCHES MONDIAUX DANS CERTAINS SECTEURS. IL FAUT TENIR COMPTE DU FAIT QUE L'EVOLUTION FAVORABLE DES MARCHES AGRICOLES AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE, QUI A REDUIT LE NIVEAU DES DEPENSES AU TITRE DES RESTITUTIONS A L'EXPORTATION, A EGALEMENT DETERMINE UNE REDUCTION DES RECETTES AU TITRE DES PRELEVEMENTS A L'IMPORTATION DE L'ORDRE DE 400 MILLIONS D'ECUS, QUI ANNULERA UNE PARTIE DES ECONOMIES. LA COMMISSION PRENDRA ULTERIEUREMENT UNE DECISION SUR L'AFFECTATION DES ECONOMIES ANTICIPEES LORSQUE LA SITUATION SERA DEVENUE PLUS CLAIRE.

LA PLUS GRANDE PARTIE DES ECONOMIES DANS LE BUDGET AGRICOLE (SECTION GARANTIE) POUR 1982 PROVIENT DU SECTEUR LAITIER. CECI RESULTE DE LA STABILISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE EN 1981 ET DU DEVELOPPEMENT FAVORABLE DES MARCHES MONDIAUX, CE QUI A ENTRAINE DES DEPENSES MOINS ELEVEES, NOTAMMENT POUR L'EXPORTATION. DES ECONOMIES SIGNIFICATIVES RESULTENT EGALEMENT :

- A) DE LA SITUATION FAVORABLE SUR LES MARCHES DES CEREALES ET DE LA VIANDE,
- B) DES DEPENSES MOINS ELEVEES AU TITRE DES AIDES DIRECTES ETC...,
- C) DES DEPENSES MOINS ELEVEES AU TITRE DES MCM'S.

IL CONVIENT DE REMARQUER QU'IL Y A TOUJOURS UN DECALAGE ENTRE L'EVOLUTION DE MARCHES AGRICOLES ET CELLE DES DEPENSES BUDGETAIRES.

5. CONSEILS

LA COMMISSION A FAIT LE POINT DES RESULTATS DES TRAVAUX DES CONSEILS AFFAIRES ETRANGERES ET AGRICULTURE DES LUNDI ET MARDI DERNIERS.

MATERIEL DIFFUSE LORS DU RENDEZ VOUS DE MIDI :

- IP 225 BULLETIN PETROLIER
- IP 233 COMMISSION AUTORISE L ACQUISITION PAR INSIDER DU CONTROLE DES ACTIVITES SIDERURGIQUES DE TEKSID ACCIAI
- DISCOURS DE M. RICHARD DEVANT LE NATIONAL ASSOCIATION OF MANUFACTURERS 23/9 A WASHINGTON - EMBARGO 18 H
- IP 234 VISITE DU PRESIDENT THORN A PARIS

AMITIES
MANUEL SANTARELLI COMEUR 12H///"

*
EURCOM WSH

21877 COMEU B
REPLY VIA WUI-DIAL 101
0